Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
rassemblementcommuniste.org
AOUT 2018

COMPRENDRE LE MONDE
DANS LEQUEL NOUS LUTTONS

LE CAS DE LA CHINE POPULAIRE

SOMMAIRE

P3. ***Comprendre le monde dans lequel nous luttons: Le cas de la Chine populaire***

P10. ***La Chine est-elle impérialiste?***

P11. ***Capitalisme d'Etat sous le capitalisme et sous le socialisme***

P13. ***Le leader mondial de la transition écologique peut-il être réellement capitaliste?***

P15. ***Vers de nouvelles conquêtes mondiales et démocratiques favorables aux travailleurs et aux peuples de Chine et du monde!***

Après tant de statues de Marx ou de Lénine déboulonnées depuis la fin de l'Union Soviétique, la Chine offre à la ville de Trèves en Allemagne qui a vu naître Karl Marx, une statue inaugurée le 5 mai 2018, à l'occasion du bicentenaire de sa naissance.

La montée en puissance du « socialisme à la chinoise » fait de plus en plus peur au capitalisme impérialiste et à ses grandes fortunes mais dérange aussi les forces politiques qui cherchent à travers le monde une alternative à l'idéologie et aux politiques libérales et néocoloniales du capitalisme mondial.

Les impérialistes étasuniens et européens s'évertuent à camoufler les différences entre leur système d'exploitation de l'homme par l'homme fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, la plus-value, le profit maximum et le « socialisme à la chinoise ».

Dans les pays impérialistes (USA/UE/Japon) décadents et en crise, les forces sociales et politiques qui recherchent une alternative aux effets dévastateurs du capitalisme ignorent les différences entre l'Occident capitaliste-impérialiste et le « socialisme de marché » chinois. Ce faisant, ces forces alternatives antilibérales, y compris celles qui se réclament du communisme regardent ailleurs à la recherche d'une hypothétique troisième voie en lieu et place d'une étude sérieuse et scientifique de l'expérience chinoise dans les conditions actuelles du rapport des forces évolutif né de la défaite temporaire du camp socialiste. Les expériences de la Chine, de la Corée du Nord, du Vietnam et de Cuba, ces rescapés du camp socialiste défait, sont purement considérées à tort comme sans aucun intérêt. Certains parlent ainsi du « socialisme du XXIème siècle » en faisant l'autruche devant ces expériences et sans en définir le contenu de classe, ni le fond, ni la forme.

Ce slogan creux fait ainsi le tour du monde. Y compris dans les néo-colonies et pays dépendants, on assiste à une attitude identique aiguillée par la propagande impérialiste Occidentale présentant la Chine comme un « nouvel impérialisme concurrent » prédateur.

Ceci est particulièrement vrai en Afrique où se terrent dans le silence certains « ex-pro-soviétiques » pendant que certains « ex-maoïstes prochinois » tout comme les bourgeoisies néocoloniales répètent à l'envi le mensonge propagé par leurs maîtres impérialistes Occidentaux du « nouveau colonialisme chinois ».

Il devient donc nécessaire d'analyser l'évolution de la Chine au regard des enjeux de la lutte de classes entre capital et travail, de la lutte de libération nationale des peuples contre l'oppression impérialiste et de l'affrontement inévitable entre impérialisme et rescapés du camp socialiste dont on voit déjà certaines manifestations avec le blocus de Cuba, de la Corée du Nord et la guerre économique contre la Chine et le nouveau cycle des guerres impérialistes.

L'Afrique, l'Amérique du Sud et la Chine sous domination

La Chine est l'une des plus anciennes civilisations de l'humanité. Elle a été une puissance féodale sous les différents Empereurs qui l'ont gouvernée durant des siècles. Elle est considérée par certains économistes comme la première économie mondiale jusqu'au début du XVIIIème siècle.

Bien avant l'ère capitaliste inaugurée par l'expédition de Christophe Colomb vers les Amériques, la Chine féodale était aussi une puissance scientifique et technologique qu'illustrent les expéditions maritimes du navigateur Chinois Zheng He, amiral de la flotte impériale de l'empereur Zhu Di (Yong Le) de la dynastie des Ming : « *La préparation des expéditions est méticuleuse, avec par exemple la fondation d'un institut des langues étrangères à Nankin*[6]*. Les échanges commerciaux sont nombreux. D'un de ces voyages, il ramène une girafe de Malindi, un bourg swahili (actuel Kenya), qui est considérée en Chine comme un exemplaire du qilin, un animal légendaire. De l'or, de l'argent, de la porcelaine et de la soie sont échangés contre de l'ivoire et des animaux exotiques, tels le zèbre, le dromadaire ou l'autruche. Zheng He explore, durant toutes ces années de voyage : les côtes de l'Asie du Sud-Est (notamment Java et Sumatra dans l'actuelle Indonésie) ;de nombreuses îles de l'océan Indien (notamment l'actuel Sri Lanka). Il remonte la mer Rouge jusqu'en Égypte et descend les côtes africaines jusqu'au Mozambique. C'est à la suite d'une de ces expéditions qu'en 1414, le sultan de Malindi (dans l'actuel Kenya) inaugure des relations diplomatiques avec la Chine… Avant*

ces explorations, la seule autre expédition chinoise lointaine documentée est celle du moine Xuanzang pour rapporter d'Inde des textes bouddhiques, expédition romancée par la suite dans l'ouvrage célèbre La Pérégrination vers l'Ouest, bien que certains témoignages fassent état de voyages jusqu'à la péninsule Arabique dès la dynastie Han, au début du premier millénaire. Des cartes marines chinoises circulent dans le golfe Persique parmi les marins arabes, suivis de Vénitiens » (Wikipédia). Mais « à la différence des Portugais, les voyages d'exploration entrepris par les Chinois ne débouchèrent pas sur une entreprise d'expansion outre-mer » (idem). En effet c'est le capitalisme européen qui allait ouvrir à partir de 1492 une période de conquêtes territoriales et de commerce triangulaire par la traite des Noirs d'Afrique suite au génocide des Amérindiens.

C'est lors des guerres de l'opium au XIXème siècle que les puissances capitalistes d'Europe ont asservi la Chine restée féodale. Toute la partie maritime de la Chine a été soumise par la violence au commerce des puissances capitalistes d'Europe

Illustration d'un journal anticolonialiste français lors des guerres de l'opium en Chine (XIXème siècle)

qui entamèrent le dépeçage de la Chine en s'appropriant Hong Kong et Macao, lesquels ont été restitués en 1997.

La Chine est devenue ainsi une semi-colonie dans laquelle s'est opérée une révolution antiféodale qui a instauré, en 1912, la République avant qu'en 1949 le Parti Communiste à la tête des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie nationaliste réalise la Révolution qui va libérer définitivement le pays de l'oppression impérialiste fasciste du Japon impérial, des féodaux et du semi-colonialisme pour rejoindre comme Démocratie Populaire le camp socialiste.

L'Afrique a aussi connu ses heures de gloire avec l'Egypte Pharaonique qui est la plus vieille civilisation du bassin méditerranéen et du monde comme l'explique l'historien Cheikh Anta Diop.

Des historiens Africains révèlent même que « *Aboubakri II (ou Abubakar II, surnommé l'« empereur explorateur ») serait un empereur du Mali qui aurait régné de 1310 à 1312. Dans la tradition des souverains navigateurs, il serait parti vers l'ouest jusqu'à la côte de l'Océan Atlantique, d'où il aurait lancé deux expéditions maritimes pour aller voir « ce qu'il y avait de l'autre côté de la grande mare ». Ayant pris la tête de la seconde, il n'en serait jamais revenu. Certains ont affirmé qu'il serait arrivé en Amérique (avant Christophe Colomb) où des « noirs » auraient été aperçus par certains des premiers Européens parvenus sur le continent, comme le rapportent Lopez de Gomara ou Pierre Martyr d'Anghiera. La source de cette histoire se trouve dans l'encyclopédie Masalik Al-Absar de Shihab al-Din al-Umari (1300-1349), historien d'origine syrienne actif en Égypte. Ce dernier avait 24 ans quand l'empereur malien Mansa Musa défraya la chronique égyptienne par sa richesse en or à l'occasion de son pèlerinage à la Mecque en 1324. Selon Al-Umari, au gouverneur du Caire qui lui demande comment il a obtenu son trône, Musa Ibn Amīr Hājib répond qu'il a tout d'abord assuré la régence de l'empire lorsque son prédécesseur est parti vers l'océan Atlantique* » (Wikipédia).

L'empire Soninké, du Mali et Songhaï pour rester dans l'ouest africain et la Charte du Mandé sous l'Empereur Soundjata Keita que l'on peut considérer comme l'un des plus vieux textes sur les droits humains sont aussi les preuves historiques que l'Afrique a connu un processus d'évolution endogène que seule la naissance du capitalisme en Europe va stopper avec la traite

des Noirs, la colonisation et le semi-colonialisme. Il en est de même de l'Amérique avec les civilisations Inca, Aztèque, sans oublier les civilisations du bassin méditerranéen, arabes, perses et turques, dont les apports scientifiques et technologiques seront aussi importés et exploités par l'Europe où naîtra le capitalisme.
C'est ainsi que l'Asie, l'Amérique et l'Afrique vont être intégrées par la violence et la domination dans le processus de « mondialisation capitaliste » dont le stade suprême est l'impérialisme avec sa fusion du capita bancaire et industriel, ses firmes monopolistiques, ses guerres et son partage colonial de la planète. Le cours historique du développement endogène des modes de production précoloniaux vers le capitalisme y sera interrompu par l'annexion coloniale et le néocolonialisme.

L'Asie décolle, en particulier la Chine

Au 19éme congrès du Parti Communiste Chinois, le rapport de son Secrétaire Général, Xi Jinping, fait le bilan que « *l'édification économique a remporté des succès importants…Une croissance moyennement élevée de l'économie a été maintenue, de sorte que notre pays se trouve au premier rang des principaux pays du monde. Passant de 54.000 milliards de yuans à 80.000 milliards, le PIB de notre pays occupe la deuxième place du monde avec une contribution supérieure à 30% à la croissance de l'économie mondiale. La réforme structurelle du côté de l'offre s'est poursuivie en profondeur, permettant une optimisation continue de notre structure économique ; l'économie numérique et d'autres industries nouvelles ont connu un développement fulgurant ; la construction d'infrastructures telles les lignes ferroviaires à grande vitesse, les routes, les ponts, les ports et les aéroports s'est accélérée. La modernisation de l'agriculture a progressé à pas assurés, portant la capacité de production céréalière à 600 millions de tonnes. Le taux d'urbanisation a augmenté en moyenne de 1,2 point de pourcentage par an, tandis que 80 millions de ruraux se sont installés pour devenir urbains… La stratégie de développement par l'innovation a été appliquée de façon énergique… de grandes réalisations scientifiques et technologiques ont été accomplies, comme le module spatial Tiangong, le submersible Jiaolong, le radiotélescope sphérique à ouverture unique Tianyan, l'explorateur de particules de matière noire Wukong, le satellite de communication quantique Mozi et l'avion gros porteur…les travaux de construction sur les îlots et les récifs en mer de Chine méridionale. Un nouveau système d'économie ouverte s'est perfectionné peu à peu, tandis que notre commerce extérieur, nos investissements à l'étranger et nos réserves de devises se sont classés solidement aux premiers rangs dans le monde* ».

La cooperation soviétique a permis dans les années cinquante d'amorcer une réelle industrialization en Chine Populaire (affiche chinoise des années 50)

Les performances du socialisme-communiste chinois ne s'arrêtent pas là, elles réparent en même temps les injustices de la domination impérialiste : « *Le travail concernant Hong Kong, Macao, Taïwan a enregistré de nouveaux progrès. En appliquant intégralement et avec précision le principe « un pays, deux systèmes », nous avons exercé fermement le pouvoir de gouvernance globale attribué à l'autorité centrale par la Constitution et les lois fondamentales sur les régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao, approfondi les échanges et la coopération entre la partie continentale et ses deux régions, et assuré la prospérité et la stabilité de ces dernières. En maintenant le principe d'une seule Chine et le 'consensus de 1992', nous avons promu le développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit de Taïwan, …Nous avons su réagir judicieusement aux changements de la situation politique à Taïwan et combattu fermement les forces sécessionnistes…* » (idem).
La Chine socialiste a « *par ailleurs…pris l'initiative de construire une communauté de destin pour l'humanité et promu la réforme du système de*

gouvernance mondiale. Tout cela a permis à la Chine de jouir d'une influence accrue sur le plan mondial, de susciter une adhésion croissante autour d'elle et de jouer un rôle chaque jour plus actif dans le remodelage des relations internationales. C'est ainsi que nous avons pu apporter de nouvelles et importantes contributions à la paix et au développement dans le monde » (idem).

Les communistes chinois considèrent qu' « *avec l'entrée du socialisme à la chinoise dans la nouvelle ère,* ***la principale contradiction*** *dans la société chinoise s'est transformée en celle* ***entre l'aspiration croissante de la population à une vie meilleure et le développement déséquilibré et insuffisant de la Chine****. Notre pays est déjà parvenu à assurer la satisfaction des besoins élémentaires et quotidiens de plus d'un milliard de personnes, à réaliser pour l'essentiel une prospérité moyenne, et à accomplir bientôt l'édification intégrale de la société de moyenne aisance ; les besoins de la population pour une vie meilleur…exigeante non seulement à l'égard de la vie matérielle et culturelle, mais aussi la démocratie, de la légalité, de la justice, de la sécurité et de l'environnement… Alors que les forces productives sociales en Chine se trouvent dans leur ensemble à un niveau beaucoup plus élevé et que notre pays est au premier rang mondial dans de nombreux domaines en termes de capacités de production, le problème du développement déséquilibré et insuffisant se pose avec acuité et est considéré de surcroît comme le principal handicap pour satisfaire l'aspiration croissante de la population à une vie meilleure… Le parti et l'Etat doivent donc agir… en poursuivant nos efforts en faveur du développement, tout mettre en œuvre pour résoudre le problème lié à un développement déséquilibré et insuffisant, et améliorer sensiblement sa qualité et ses performances, de manière à satisfaire au mieux les besoins croissants de la population dans les domaines économique, politique, culturel, social et écologique* » (idem).

Le Drapeau chinois a été conçu en 1949 par un communiste ayant combattu contre le fascisme japonais, Zeng Liansong, gagnant d'un concours national parmi 3000 propositions. L'étoile la plus importante représente la révolution chinoise, garante de l'unité nationale représentée par les quatre étoiles, chacune correspondant à une classe sociale chinoise: Classe ouvrière, paysans, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale. Le premier Drapeau chinois est hissé sur la place Tianan'men de Pékin par Mao en personne le premier octobre 1949, à l'occasion de la foundation officielle de la République Populaire de Chine.

Les Communistes Chinois définissent « *cette transformation de la principale contradiction sociale en Chine (comme) un changement historique (qui) revêt une importance capitale aussi bien pour l'histoire du développement de la République populaire de Chine et de la Nation chinoise, que pour l'histoire du socialisme à l'échelle mondiale et de l'histoire de la société humaine* » parce que « *face à ce grand défi de l'époque, notre Parti s'est guidé sur le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Zedong, la théorie de Deng Xiaoping, la pensée importante de la 'Triple Représentation' et le concept de développement scientifique… Fidèle au matérialisme dialectique et au matérialisme historique, et en fonction des nouvelles conditions de l'époque et des exigences de la pratique, le Parti a adopté une vision toute neuve pour approfondir ses connaissances sur les lois régissant l'exercice du pouvoir par les partis communistes, l'édification socialiste et l'évolution de la société humaine et a continuellement effectué des recherches théoriques…la pensée du socialisme à la chinoise de la nouvelle ère représente le dernier acquis de la sinisation du marxisme ainsi que la cristallisation de l'expérience et de la sagesse collective du Parti et du peuple* » (idem).

Les Communistes Chinois projettent que « *la période qui sépare le XIXème du XXème Congrès national du Parti constitue la charnière des objectifs des 'deux centenaires'… La première phase va de 2020 à 2035 ; phase pendant laquelle, partant de l'établissement de la société de*

moyenne aisance, nous poursuivrons nos efforts pour réaliser l'essentiel de la transformation socialiste. La Chine verra alors sa puissance économique, scientifique et technologique accroître considérablement, et se hissera au premier rang des pays novateurs…La deuxième phase va de 2035 au milieu du siècle ; phase pendant laquelle nous allons, partant de la modernisation réalisée pour l'essentiel, poursuivre nos efforts pendant encore 15 ans pour transformer notre pays en un grand pays socialiste, beau, moderne, prospère, puissant, démocratique, harmonieux et hautement civilisé… La Chine se hissera au premier rang du monde » (idem).

Etudier scientifiquement l'expérience chinoise

Au vu de ce rapport, il apparaît que le Parti Communiste Chinois (PCC) continue à s'affirmer comme parti marxiste-léniniste ayant pour objectif la poursuite de l'édification du socialisme. Les communistes sceptiques ou qui se questionnent sur l'expérience chinoise sont confrontés aux faits, à la réalité objective d'une stratégie de « socialisme de marché » qu'on peut encore appeler « capitalisme d'Etat », ce qui ne change rien au fond, dont la barre du développement économique, social et culturel de ce pays continent de plus d'un milliard d'habitants est tenue par le Parti Communiste, c'est-à-dire l'avant-garde du prolétariat Chinois.

L'Etat en Chine dirigé par le Parti Communiste détient ainsi la propriété de l'écrasante majorité des entreprises stratégiques, innovantes et des banques. La planification centrale y existe fixant des objectifs macroéconomiques à atteindre et le cadre dans lequel s'inscrit le secteur privé grand, moyen et petit. Même les zones spéciales ouvertes aux délocalisations d'antan ont été conçues selon une stratégie de transfert des technologies et de rattrapage technologique dans lesquels le niveau de vie, des salaires ont été radicalement changés au fur et à mesures des objectifs atteints.

A la base de l'existence de la bourgeoisie dans le pays et même y compris dans le parti, il y a la différenciation théorique et pratique entre bourgeoisie nationaliste et compradore, c'est-à-dire l'opposition entre la fraction de la bourgeoisie qui combat pour l'indépendance nationale et celle qui se vend à l'impérialisme. En Chine, la bourgeoisie compradore est historiquement essentiellement réfugiée à

A l'occasion du bicentenaire du Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels, le 24 avril 2018, le secrétaire général du PCC, Xi Jinping l'a qualifié « *d'œuvre monumentale offrant une perspective scientifique sur le développement de la société humaine, bénéficiant au peuple et recherchant la libération de l'humanité* ». Il a ajouté que « *le Parti communiste chinois est un héritier loyal de l'esprit du Manifeste du Parti communiste* ».

Taïwan, Hong Kong et Macao. Celle qui était restée dans la Chine continentale s'est alliée au Parti Communiste et y est même adhérente. Dans le Parti et dans l'Etat cohabitent prolétariat, paysannerie, intelligentsia et bourgeoisie nationaliste sous la direction du Parti Communiste.

Ne sont-ce pas là des éléments que l'on retrouve dans la stratégie diplomatique défensive pour la paix de la Corée du Nord qui rallie en partie des secteurs de la bourgeoisie sud-coréenne contre l'agressivité des impérialistes US et a pour objectif « un pays, une nation, un peuple et deux systèmes » ? N'est-ce pas là un aspect du « socialisme de marché » vietnamien ? N'est-ce pas la voie prise à Cuba avec les « travailleurs indépendants » ?

On peut signaler la contradiction permanente entre les intérêts de classe du prolétariat, de la paysannerie pauvre et de la bourgeoisie. Mais on ne peut ignorer que le facteur NATIONAL, c'est-à-dire **la libération nationale et la sortie du sous-développement imposé par l'impérialisme peut faire prévaloir l'unité des contraires. Lutte des contraires et unité des contraires sont dans une liaison dialectique qui fait que la lutte des contraires peut temporairement (et dépendamment de la situation objective pendant une relativement longue période historique) céder sa place stratégique de contradiction principale à l'unité des contraires.** Il s'agit ici d'un compromis entre classes sociales patriotiques.

C'est manifestement ce qui se passe en Chine. Il faut regarder cette équation non seulement du point du prolétariat, de la paysannerie longtemps majoritaire en Chine, mais aussi du point de vue de la bourgeoisie nationale. Un des facteurs clefs ici est l'intérêt commun à toutes les classes de la société chinoise (à l'exception de la bourgeoisie compradore) d'en finir avec la famine, le semi-colonialisme et le semi-féodalisme et ensuite après les deux révolutions, 1912 puis 1949, d'édifier un pays et une société développés en s'opposant à l'impérialisme.

C'est là où les dirigeants du PCC ont su, à partir de l'analyse concrète des conditions de leur pays, proposer aux classes sociales une alliance les regroupant toutes (prolétariat, paysannerie, intelligentsia et bourgeoisie nationaliste) sous la direction des Communistes pour libérer et développer le pays. Mao Zedong est le premier à

Timbre nord-vietnamien datant de 1950 et célébrant l'unité des trois partis communistes (vietnamien, chinois et soviétique).

avoir théorisé une telle alliance stratégique qui met en mouvement la dialectique de « la lutte et de l'unité des contraires » à partir de la différence entre « contradictions principale et secondaire ». L'expérience chinoise montre que dans certaines conditions la bourgeoisie nationaliste peut momentanément accepter le rôle dirigeant du Parti Communiste, lequel favorise un compromis qui permet le profit capitaliste tout en élevant le niveau de vie générale de l'ensemble des travailleurs.

Il peut y avoir une lecture correcte ou opportuniste d'une telle différenciation entre « contradictions principale et secondaire » comme l'a montré la « théorie des trois mondes » qui a, historiquement, conduit la Chine et Mao Zedong à s'allier avec l'impérialisme US contre la soi-disant « superpuissance fasciste soviétique ». Les révisionnistes soviétiques ayant les premiers théorisé l'abandon de la lutte des classes et le passage pacifique par l'alliance électorale avec la social-démocratie avant que les eurocommunistes ne s'y engouffrent par antisoviétisme et rejet de l'expérience de la Révolution d'Octobre 1917. Rappelons ici que seuls les Partis Communistes de Cuba et du Vietnam ont essayé en vain d'éviter la division du Mouvement Communiste International (MCI) dans les années 70.

Eriger une barrière infranchissable entre les expériences soviétique, chinoise, coréenne, vietnamienne et cubaine, etc., est une déviation de gauche anti-marxiste-léniniste qui consiste à confondre l'essence, le contenu de classe et les formes et particularités nationales tout en ignorant le rapport des forces de classes à l'échelle nationale et internationale qui influe nécessairement sur le processus révolutionnaire.

Absolutiser ou surestimer les particularités nationales au point de dévoyer le fond, l'essence

de classe du processus révolutionnaire, c'est tomber dans la déviation de droite et capituler dans la lutte de classe et la lutte nationale révolutionnaire pour s'émanciper de la domination impérialiste.

Ignorer ou sous-estimer les particularités nationales au point de n'envisager aucun compromis, de ne tenir absolument pas compte de la réalité des rapports de forces comme le font les groupes trotskistes sectaires qui opposent systématiquement front populaire et classe contre classe, c'est devenir un révolutionnaire hors sol qui ne mérite que le mépris des classes opprimées.

Il y en a qui passe leur temps à bâtir des murailles de chine entre la matrice des Révolutions qu'est Octobre 17 et les révolutions chinoise, coréenne, vietnamienne, cubaine. Or si aucune n'est la copie de l'autre, elles ont par la place et le rôle des Partis Communistes respectifs à la fois de grandes différences liées aux conditions nationales propres, aux conditions du moment et de grandes similitudes liées aux classes sociales qu'elles représentent, bien qu'à ce niveau elles gardent aussi des particularités, notamment sur la question des alliances avec la bourgeoisie nationale.

L'URSS a liquidé la bourgeoisie en tant que classe sociale en l'expropriant quasi-intégralement entre 1928 et 1936, ce qui n'est pas le cas de la Chine. A Cuba l'essentielle de la bourgeoisie s'est expatriée chez le grand frère de classe et en même temps maître à Miami aux USA. En Corée, la bourgeoisie s'est dotée de son Etat de classe au Sud sous la protection de l'impérialisme US. Au Vietnam, les bourgeois ont été court-circuités dans leur projet d'Etat au sud et beaucoup sont devenus des boat-peoples récupérés par les impérialistes d'Europe et Yankee.

Il n'y a aucun fondement scientifique à porter aux nues les différences existantes au point d'être aveugles sur le contenu de classe et l'objectif de classe des expériences révolutionnaires communistes. On ne peut pas non plus, sauf à insulter le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, faire de toutes erreurs commises par les uns et les autres, et il y en a eu parfois même d'une importance majeure comme celle de la division du Mouvement Communiste International et des alliances avec l'impérialisme, comme ayant la portée irrémédiable de la trahison criminelle de la social-démocratie lors de la guerre impérialiste 14 et 18 qui soutenait et appelait les ouvriers de chaque pays à se tirer dessus pour les intérêts des capitalistes ou de la trahison de la direction du PCUS qui a, entre 1985 et 1991, organisé la défaite du camp socialiste, la contre-révolution bourgeoise et la restauration du capitalisme dans la patrie de Lénine.

Il faut le dire clairement les expériences socialistes -communistes en cours en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba mettent à l'épreuve de la vie les pompeuses prétentions des opportunistes de droite et des gauchistes sectaires dans le Mouvement Communiste dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Ceux et celles qui prennent conscience de cela doivent réétudier ces expériences à la lumière des faits et de la pratique pour réapprendre sur la base du matérialisme dialectique et du matérialisme historique les vraies leçons d'Octobre 17 et le Marxisme-Léninisme comme guide pour l'action révolutionnaire du prolétariat et des peuples opprimés.

Ceci dit : toutes ces expériences posent la question fondamentale de Lénine à l'époque de la NEP à chaque étape de leur développement : <u>Qui l'emportera</u> ? C'est là où la vigilance doit être de rigueur sans jamais capituler face à l'ennemi intérieur et extérieur de classe. L'URSS qui s'était débarrassée de la classe bourgeoise a subi la défaite et le retour au capitalisme, alors c'est encore plus vrai pour les pays où coexistent le prolétariat à la tête de l'Etat et les bourgeoises dans l'économie. Mais au vu des succès des rescapés du camp socialiste, il n'est point besoin de s'affoler à chaque tournant de la lutte des classes dans ces pays résistants qui font actuellement honneur au Communisme mondial.

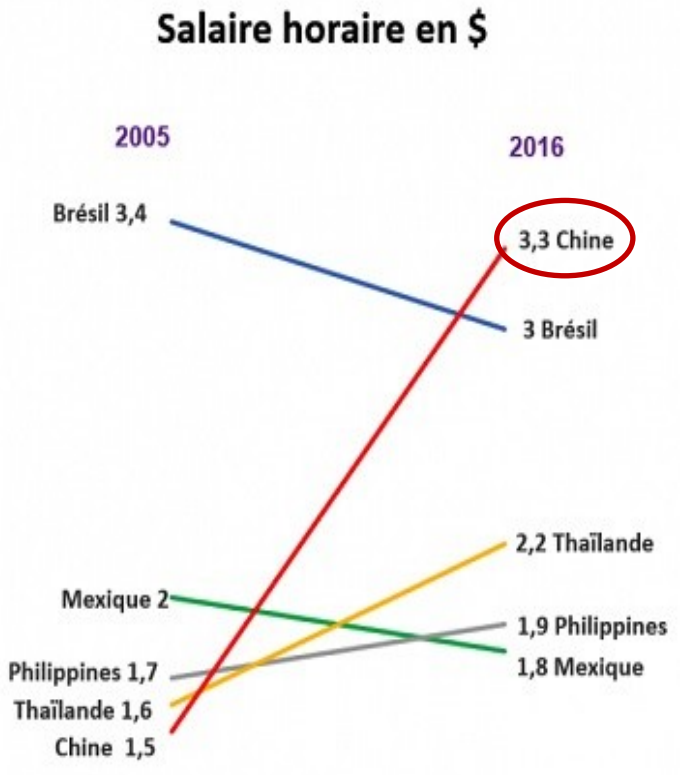
Affiche chinoise comparant la Commune de Shangaï (1922) préparant la revolution chinoise, à la Commune de Paris (1871).

LA CHINE EST-ELLE IMPERIALISTE?

Le terme *impérialisme* est aujourd'hui passablement galvaudé et souvent confondu avec d'autres concepts plus anciens tels qu'*expansionnisme* ou tout simplement « *empire* ». L'empire romain par exemple était effectivement un territoire sous contrôle politique composé de régions vassalisées au sein du mode de production esclavagiste. De même les empires féodaux comme le Saint Empire Romain Germanique ou l'Empire Ottoman, ont opprimé les peuples européens ou africains pendant tout le moyen-âge avant de disparaître sous les coups de forces nationales contemporaines du développement de la classe bourgeoise. Ces formes politiques de domination ont pu exister sur tous les continents et sous de nombreux modes de production différents.

Il y a cependant une forme tout à fait spécifique au développement capitaliste, qui en représente, pour les marxistes-léninistes le « stade suprême », et qu'on appelle *impérialisme*. Celui-ci suppose effectivement, comme les formes précédentes, des guerres inter-impérialistes pour le repartage des territoires colonisés ou néo-colonisés dépendants, mais elle représente aussi un stade de développement que seuls ont atteint historiquement les capitalismes européens, nord-américains et japonais, par un long processus d'accumulation du capital national montrant des signes de plus en plus grave de limites d'absorption du marché intérieur et la nécessité d'exporter les capitaux hors des frontières sur des territoires à la fois consommateurs et exploitables en main d'œuvre et en ressources.

Il existe une définition simple du concept marxiste-léniniste d'impérialisme, résumé sous la plume de Lénine : « *L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmé la* ***domination des monopôles et du capital financier****, où* ***l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan****, où le* ***partage du monde a commencé entre les trusts internationaux*** *et où s'est achevée le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes*. » (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).



Il faut ici faire une première remarque : La Chine, toute « ouverte au développement du capitalisme privé » qu'elle soit, continue de posséder dans son secteur étatique les plus grandes banques nationales. La *Banque Populaire de Chine* reste la « banque centrale » du pays, contrôlée directement par l'Etat (contrairement à la BCE par exemple, totalement privée), et les quatre autres grandes banques, qui continuent à être consacrées au financement spécifique et orienté vers des secteurs déterminés selon les plans gouvernementaux, sont cotées en bourse mais toujours contrôlées par l'Etat (qui en possède la majorité des parts). Nous sommes donc bien loin de l'hypertrophie vertigineuse du capital financier sauvage des USA ou de l'UE par exemple, en termes de stade de développement. Il faut d'ailleurs noter qu'en Chine, le secteur public lui-même, le secteur d'Etat, continue de représenter 25% de l'économie nationale (bien que « déficitaire » pour le FMI c'est-à-dire « coûteuse », cette partie publique est volontairement financée par l'Etat grâce au développement en parallèle du capital privé très « rentable »).

Deuxième remarque : La citation de Lénine précise habilement qu'exporter des capitaux (et c'est bien sur le cas de la Chine sur les autres continents) ne « suffit » pas à faire du pays un pays impérialiste. Il faut encore que cette exportation de capitaux *devienne dominante dans l'économie nationale*, or nous sommes encore loin des exportations gigantesques de capitaux qui déterminent les guerres de rapines impérialistes actuels sur les territoires les plus juteux en ressources énergétiques, etc. D'abord, le marché intérieur chinois s'est tellement développé, en grande partie par la résorption accélérée de la pauvreté chinoise, que la production nationale n'atteint pas encore sur son territoire les limites nationales qui ont obligé les rapaces US et UE à se « partager le gâteau mondial ».

De plus, les accords économiques entre les pays africains par exemple et la Chine n'ont pas les formes prises historiquement par les impérialistes colonisateurs. En effet, la frontière est notoirement ténue dans ces accords de type nouveau, entre exportation de capitaux et aide au développement. Des décennies d'occupation coloniale des pays africains par la France ou l'Angleterre notamment, ont

alimenté les grandes entreprises métropolitaines sans jamais procurer aux pays asservis les infrastructures nécessaires à leur propre développement. On rencontrera par exemple aujourd'hui des jungles africaines sans aucune route bétonnée, mais qui sont jalonnées de poteaux relais pour alimenter le réseau des « recharges téléphoniques » Orange ! Or les chantiers chinois, dans ces mêmes pays, développent directement l'économie nationale (routes et autoroutes, grands complexes hospitaliers, building et structures urbaines, infrastructures permettant l'exploitation des ressources énergétiques), et prévoit avec la main d'œuvre locale un transfert technologique et de compétence progressif qui intéresse évidemment les pays néo-colonisés et bloqués dans leur développement par le néocolonialisme et la dette vis-à-vis des USA ou des pays impérialistes de l'UE.

Enfin il ne faut pas oublier qu'une partie importante du PIB chinois est réalisée par des entreprises privées étrangères. Sur le raisonnement mécaniste selon lequel la Chine serait dans le peloton de tête des pays impérialistes, elle est alors aussi dans le peloton de tête des pays les plus pénétrés par l'impérialisme étranger ! Or sur ce point encore, les chantiers étrangers qui se sont installés en Chine recrutent progressivement de plus en plus d'ingénieurs et de techniciens chinois, ce qui permet au pays de se développer rapidement par un transfert de technologie planifié par l'Etat.

La Chine est donc économiquement tirée en avant, avec des taux de croissance très importants (en comparaison des taux de croissance des pays impérialistes en crise structurelle depuis tant de décennies), par le développement d'un capitalisme privé encore dominé par l'Etat (capitalisme d'Etat) sous la forme de coentreprises, mais ceci ne veut pas dire qu'elle soit devenue impérialiste. Il ne faut pas confondre *exportation de marchandises* et *exportation de capitaux* : La Chine est l'un des pays les plus industrialisés du monde, et donc les plus exportateurs en termes de balance commerciale, mais de plus en plus tournée vers son marché

Les exportations de capitaux chinois vers l'Afrique

CAPITALISME D'ETAT SOUS LE CAPITALISME ET SOUS LE SOCIALISME

La constitution chinoise considère le système économique national comme une imbrication de secteurs socialiste, capitaliste d'Etat et capitaliste privé. Mais le terme capitalisme d'Etat est depuis le XIXème siècle sujet à controverse : Le père de l'anarchisme Bakounine considérait déjà le socialisme proposé par Marx comme une forme de capitalisme d'Etat. « L'opposition ouvrière », cabale gauchiste des premières années du pouvoir soviétique animée en particulier par Trotski, accusait la Russie d'adopter un tournant capitaliste d'Etat. Et on trouve aujourd'hui beaucoup de commentateurs occidentaux pour accuser l'Etat chinois de se substituer à la bourgeoisie pour devenir capitaliste « comme les autres puissances impérialistes ».

Or le capitalisme d'Etat est une forme économique qui n'est jamais pure dans un système économique et correspond concrètement à la nationalisation des principales entreprises du pays. L'existence d'un secteur public, qui est en soi un manque à gagner pour les spéculateurs avides de privatisation pour augmenter les prix et détruire les droits des travailleurs, est une option qui en soi n'a pas de signification hors du contexte historique : Les USA de Roosevelt ont été forcé d'adopter temporairement un tel système (le *New Deal*) après la crise catastrophique des années trente. Le troisième Reich lui-même a nationalisé des secteurs de l'économie allemande pour préparer le pays à la guerre lors de laquelle le capitalisme sauvage a pu s'épanouir sur ces bases.

L'URSS de Lénine a laissé se développer un système mixte (sous contrôle politique ouvrier) lors de la NEP pour permettre de rompre définitivement avec le féodalisme et d'accumuler les richesses suffisantes à jeter les bases du socialisme, ce qui était alors considéré comme un « recul tactique » indispensable. Après-guerre, on connait également les nombreuses nationalisations en France, fruits d'une nécessité de reconstruction du pays (dont le capitalisme libéral est incapable par définition) et d'un rapport de force favorable dans la lutte de classe.

Ainsi le capitalisme d'Etat est une option complexe, de nature antilibérale (dont un aspect peut être dit *Keynésien* dans les pays capitalistes), et dont l'orientation politique dépend du rapport de force dans la lutte de classe, des nécessités historiques et matérielles, de la classe au pouvoir, ainsi que de l'état de la crise capitaliste mondiale massivement destructrice de forces productives. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la part capitaliste d'Etat du système économique chinois, qui correspond, en l'absence de camp socialiste ces dernières décennies, à un « recul nécessaire » (comme la NEP de Lénine avec des variantes évidentes, de forme, d'ampleur et de durée) permettant à la Chine de poursuivre sur le plan économique sa sortie définitive de l'état initial féodal et colonial à l'intérieur, tout en développant des accords dans les pays du sud permettant à ces derniers d'échapper jusqu'à un certain point au monde unipolaire imposé par les vieilles puissances impérialistes en crise.

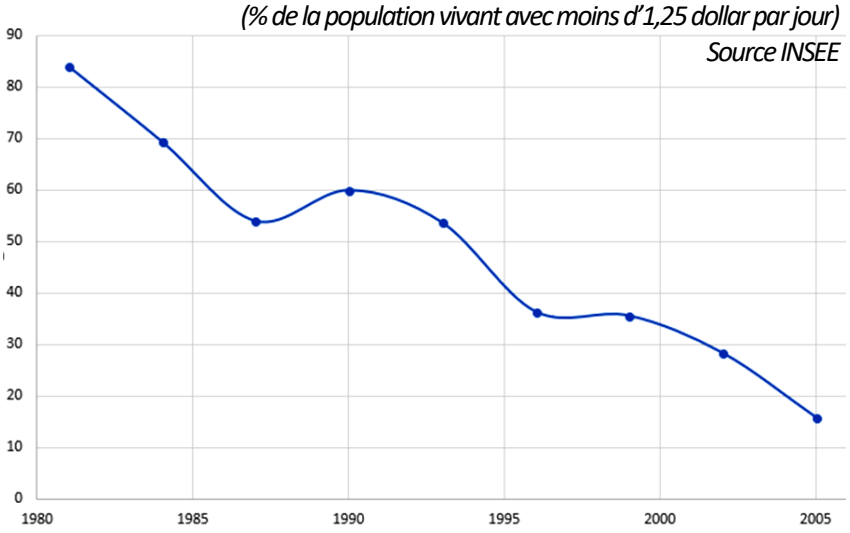
intérieur, donc potentiellement l'un des moins *contraints* à exporter ses capitaux en dominant ses voisins.

L'exportation violente de capitaux par l'impérialisme s'est toujours accompagnée d'une « sécurisation » militaire des voies commerciales concernées, et ce depuis les premières transnationales hollandaises au 17e siècle (donc sous un capitalisme encore très loin d'atteindre le stade impérialiste du point de vue marxiste). On peut pointer là encore l'extrême « timidité » de cette sécurisation géostratégique chinoise (qui n'a qu'une seule base militaire, à Djibouti) face à la constellation hallucinante des bases militaires US, françaises et autres sur tous les continents de la planète ! Même l'Inde est en train de construire une base militaire aux Seychelles : Parlera-t-on bientôt d'impérialisme indien gênant « nos » intérêts ?

Evolution du taux de pauvreté en Chine

(% de la population vivant avec moins d'1,25 dollar par jour)

Source INSEE



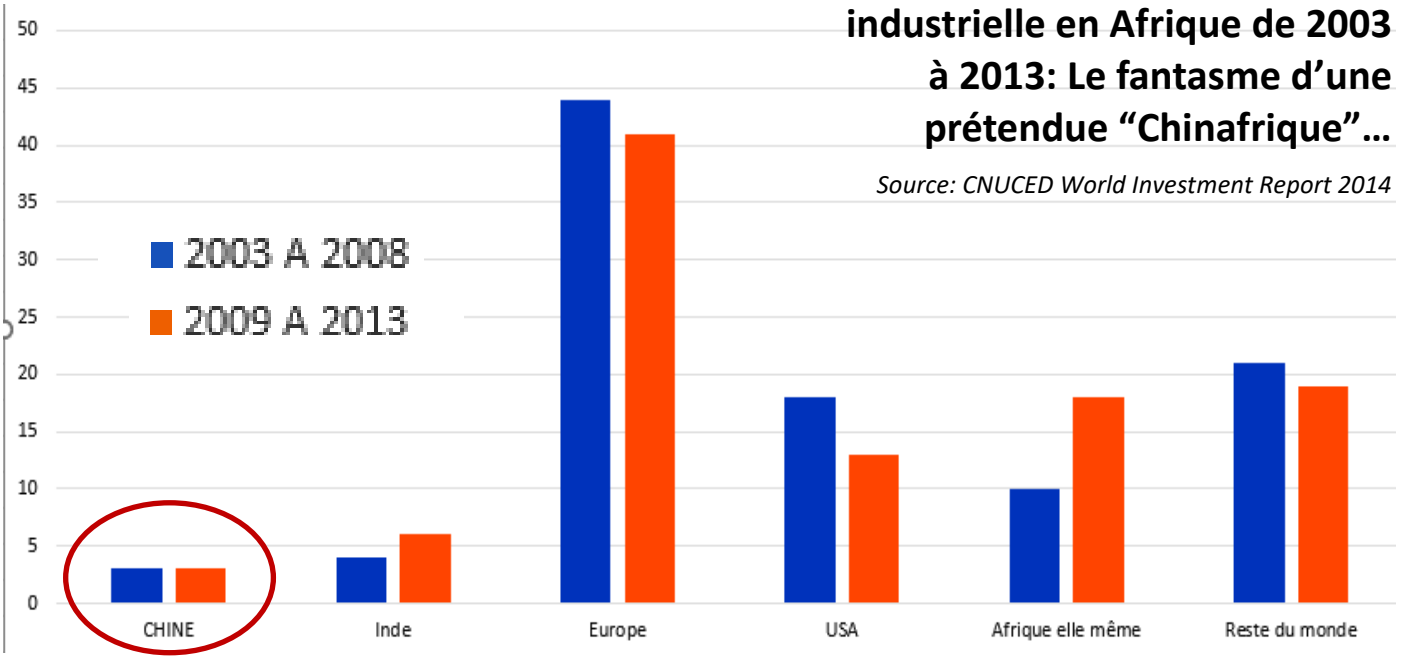
Il existe une différence très nette entre un état anti-impérialiste, sortant du féodalisme, qui se développe et s'enrichit pour sortir, et c'est incontestable, un peuple extrêmement nombreux et divers de la pauvreté, et un état impérialiste qui, pour accroître les dividendes de la finance sauvage, est capable de tout pour parvenir à ses fins y compris de mener des guerres de soumission ou d'annexion sur tous les continents : pour l'un les droits sociaux et les conquêtes sociales, acquises avec la phase de consolidation socialiste avant l'effondrement soviétique, sont garantis constitutionnellement, et l'impact du capitalisme privé est minimisé sans cesse par le rôle prépondérant de l'Etat dans le domaine social. Pour l'autre ces mêmes droits, concédés par le patronat apeuré un temps par la solidité du camp soviétique après-guerre, se réduisent sans cesse à mesure que la finance toute puissante s'acharne dans sa fuite en avant à maximiser le taux de profit par la guerre, le recul des droits démocratiques et l'exploitation économique.

Il suffit donc d'examiner la place et le rôle de l'Etat sous la direction du Parti Communiste Chinois dans l'économie, son contrôle sur le commerce extérieur, ses efforts pour réformer les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale, OMC), sa stratégie du « panier de monnaies dont le Yuan » contre le dollars et la planche à billets US pour réduire la dépendance monétaire et son travail pour mettre en place des alliances et coopérations économiques alternatives à la « mondialisation capitaliste » sous hégémonie US (BRICS, Consensus de Shanghai contre le Consensus de Washington, etc) pour conclure que la Chine est la cheville ouvrière d'une alternative anti-impérialiste qui consiste à retourner les armes des impérialistes contre eux-mêmes.

Cette tactique de la Chine doit être étudiée et comprise comme la résultante d'une lecture du rapport des forces née de la défaite du camp socialiste qui a réduit les rescapés à définir une politique et une stratégie d'érosion progressive de la domination séculaire de l'impérialisme sur le monde tout en préparant les combats défensifs ultimes qui demeurent inévitables.

Les investissements à vocation industrielle en Afrique de 2003 à 2013: Le fantasme d'une prétendue "Chinafrique"…

Source: CNUCED World Investment Report 2014



LE LEADER MONDIAL DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE PEUT-IL ETRE RELLEMENT CAPITALISTE?

La Chine est sans doute le pays le plus industrialisé du monde, et se trouve par conséquent parmi les pays les plus polluants potentiellement, face à des pays impérialistes en crise et fortement désindustrialisés (pour cause de délocalisation de son industrie pour des lieux où le coût de la main d'œuvre est plus bas). Pourtant elle reste encore bien moins productrice de gaz carbonique par habitant que les USA ou l'Union Européenne (59ème place mondiale avec 6,2 tonnes de dioxyde de carbone par habitants, contre 9,4 par exemple pour l'Allemagne ou 16,5 pour les USA !). Il y a évidemment une explication rationnelle à cette contradiction : La Chine s'est engagée dans une politique environnementale extrêmement volontariste et de grande échelle, que seule une infrastructure au moins partiellement socialiste peut impulser par le financement nécessaire. 630 milliards de dollars sont investis dans ce domaine, sous l'impulsion de Xi Jinping qui déclarait par exemple solennellement en 2017 : « *Vantez le développement écologique ! Développez l'énergie renouvelable !* ».

Un exemple récent : Le pays qui est le principal importateur de déchets en provenance de toute la planète, pour le retraitement et la production de matières premières recyclées à destination de son industrie en pleine croissance, décide cette année de cesser l'importation des déchets les plus polluants. Pour justifier cette décision, le Ministère de l'environnement chinois expliquait à l'OMC : « *Nous avons constaté que de grandes quantités de déchets de mauvaise qualité, et même des déchets dangereux, sont mélangés avec les déchets solides… Ce qui pollue sérieusement l'environnement de la Chine* ».

Un tel choix, totalement contraire aux intérêts mêmes de l'industrie chinoise et de sa rentabilité, rappelle une évidence, ici appliquée à l'exemple environnemental : Seul un Etat aux commandes de son appareil industriel et non dirigé par la finance assoiffée de profit maximal et immédiat, peut mettre en œuvre une telle planification rationnelle, même coûteuse.

La Chine est précisément devenue le leader incontestable des énergies renouvelables et de ce qu'on appelle ici la « transition écologique ». Il faut lui reconnaître cet immense mérite, après une période d'industrialisation indispensable quoiqu'impliquant des effets négatifs pour

Le barrage des trois gorges est le plus grand barrage hydroélectrique du monde (en haut à gauche). La centrale solaire flottante d'Hanui est emblématique de l'effort chinois dans les énergies renouvelable: C'est également la plus vaste du monde (en bas à gauche). Le projet de "ville-forêt" à Guangxi est prévu pour une autonomie énergétique totale (en haut à droite). La "grande muraille verte" de protection contre les avancées du désert de Gobi est emblématique des grands travaux d'Etat (en bas à droite).

l'environnement. Le puissant développement industriel du pays, à travers une volonté politique forte de restaurer la vitalité et la biodiversité des environnements chinois, l'a conduit aux succès que l'on sait sur la question des énergies solaires (les plus grandes centrales solaires au monde sont chinoises), hydroélectriques (la Chine est le premier producteur mondial d'électricité d'origine hydraulique), des « villes-forêts » bientôt énergétiquement autosuffisantes, etc.

La Chine est également réputée pour sa campagne sans précédent de reboisement : l'Etat a planté plus de 6 milliards d'arbres depuis 1978. Une « muraille de Chine » verte est de plus en capacité de barrer la route au menaçant désert de Gobi. Il rivalise sur ce terrain avec les exploits soviétiques de l'immédiat après-guerre, avant le grand tournant révisionniste khrouchtchévien de 1956.

Pourtant, les tentatives de transition agroécologique tardent à venir, malgré les résolutions des derniers congrès du PCC. En réalité, contrairement à Cuba leader incontesté en matière d'agroécologie, la Chine est bien plus avancée sur le plan industriel que sur le plan agricole, du point de vue socialiste, et ceci pour deux raisons historiques :

- D'abord les tentatives de collectivisation lors du « grand bond en avant » dans la Chine maoïste se sont globalement soldées par des échecs. Ce grand pays semi-féodal se refusait à appliquer le modèle soviétique de collectivisation, mais revendiquait d'une certaine façon une marche forcée plus rapide qu'elle ne l'avait été en URSS, après des années de « NEP » (redéveloppement provisoire d'un marché agricole privé pour accroître les forces productives, quitte à laisser se développer transitoirement une couche de paysans riches et exploiteurs). On imposa une alternative aux kolkhozes et aux sovkhozes soviétiques (modèle qu'ont repris les cubains) ; les « communes populaires ». Celles-ci se destinaient à l'autosuffisance matérielle à l'échelle du village, sur un mode autogestionnaire et dans un pays encore insuffisamment industrialisé, encore incapable de développer dans les champs une mécanisation et une aide matérielle suffisante. Chaque village devait avoir son petit haut fourneau pour produire ses outils, etc. Mais cette politique volontariste et non-pragmatique s'est vite soldée par un échec et il fallut rebrousser chemin.

- Les reculs ont sans doute été eux-mêmes exagérés puisque sous Deng Xiao Ping on décida de « décollectiviser » les campagnes. L'agriculture redevint familiale plutôt que coopérative et tout fut pensé pour le court-terme, suivant l'adage de Deng « *Si elle augmente la production, l'agriculture privée est tolérable* ».

Ce double échec tranche avec l'expérience soviétique : les kolkhozes et sovkhozes y ont duré jusqu'aux années 90 et nombreux sont encore les paysans qui refusent de sortir de leurs kolkhozes, tant les conditions y étaient meilleures que dans les exploitations privées.

Ainsi, l'absence d'une réelle collectivisation des campagnes explique au moins en partie la difficulté rencontrée par la Chine, à développer rapidement et correctement une planification agroécologique d'ampleur nationale. Certes les progrès existent de ce côté, mais ils restent limités à certaines régions, et reposent sur des politiques uniquement incitatives, par subventions, et sans le soutien direct des masses paysannes organisées, habituées aux intrants.

L'Etat a les moyens, au niveau de la superstructure, de financer l'agronomie scientifique et la formation de nombreux agronomes, de légiférer pour interdire ceci ou favoriser cela, mais cette politique rencontre des masses paysannes encore imprégnées de l'économie familiale privée, de féodalisme dans certaines régions, et souvent impréparées à d'aussi difficiles transitions techniques.

La Chine a sans doute plus de marge de manœuvre que d'autres pays du Sud, puisque le parti communiste gouverne l'Etat tout entier, mais également moins que Cuba (ou que l'URSS pré-Khrouchtchévienne), faute d'une collectivisation suffisante après la phase indispensable de réforme agraire.

VERS DE NOUVELLES CONQUETES SOCIALES ET DEMOCRATIQUES FAVORABLES AUX TRAVAILLEURS ET AUX PEUPLES DE CHINE ET DU MONDE!

Article paru dans le numéro 31 de CHANTIERS (février 2013), journal du Rassemblement des Cercles Communistes
À l'occasion du XVIIIème Congrès du Parti communiste Chinois

Alors que la presse impérialiste dominante centrait son regard sur le choix du roublard Obama contre le mormon partisan de la polygamie Romney par les grands électeurs de la puissance impérialiste hégémonique US en déclin, les grands électeurs du PCC élisaient les futurs dirigeants de la République Populaire de Chine. La Chine intrigue pour les plus honnêtes, mais fait peur aux impérialistes qui jouent du bâton et de la carotte pour arriver à leur fin : vaincre ce grand pays rescapé du camp socialiste défunt.

C'est ainsi que le monde diplomatique affirme que les « *les puissances émergentes d'aujourd'hui ne sont pas de dignes héritières des anticolonialistes et des anti-impérialistes d'hier » parce que voyez-vous « c'est un peu l'ère des barons voleurs… des dynasties industrielles à la rapacité légendaire (John D. Rockefeller, J.P. Morgan, Cornélius Vanderbilt)… supplantèrent progressivement les grandes familles européennes…les monarques du Golfe, les oligarques chinois, indiens ou russes rêvent au même type de relève et d'entente… Pékin n'est pas moins acharné à défendre les recettes libérales (sic !) » (Janvier 2013).*

Le mouvement communiste d'Occident n'est pas exempt de cette grille de lecture erronée métastase de l'eurocommunisme, cet opportunisme chauvin inconsciemment trotskiste selon lequel finalement l'expérience soviétique n'aurait été qu'un désastre aventuriste parce que le « *socialisme dans un seul pays, de surcroît un pays arriéré ne pouvait être qu'un échec ».*

Les éléments de gauche en général et même en particulier les communistes en Afrique hésitent encore à se démarquer clairement et ouvertement de cette manipulation idéologique qui consiste à réduire les expériences inédites de développement national indépendant des pays rescapés du camp socialiste à une simple copie du capitalisme impérialiste de l'Union Européenne et des USA. C'est ainsi que parce que la Chine investit en Afrique et ailleurs, elle serait devenue « *impérialiste » ; c'est ainsi que parce qu'en Chine il y a des entreprises privées et donc des capitalistes, elle serait devenue « capitaliste ».*

L'expérience de transformation révolutionnaire de la Chine de pays semi-féodal, semi-colonial en démocratie populaire socialiste est allégrement rejetée par les « *communistes », par les gauches sans base d'enquête, sans travail sérieux d'analyse concrète d'une situation concrète et sans effort collectif théorique de compréhension sur la base du marxisme-léninisme, du matérialisme dialectique et historique, du socialisme scientifique.*

Chine, Corée du nord, Vietnam et Cuba sont des rescapés du camp socialiste temporairement vaincu

Ces pays dirigés par des partis communistes victorieux contre la bourgeoisie compradore, le colonialisme, le semi-colonialisme et l'impérialisme US et Européen ont rejoint le camp socialiste victorieux du nazisme et entamé des expériences d'édifications de démocraties populaires en vue du socialisme. L'existence du camp socialiste et de l'URSS a favorisé la socialisation des principaux moyens de production et une perspective même de passage au socialisme en « *sautant l'étape capitaliste » comme Lénine et Staline l'ont réalisé pour les pays, nations et peuples opprimés de l'ex-empire tsariste qui ont fondé l'URSS comme fédération. Dans ces pays tout ou partie des forces et moyens de production ont ainsi été étatisés, socialisés sous la forme de propriétés d'Etat, de propriétés collectives des travailleurs, sous la forme de propriétés collectives décentralisées communales, municipales, régionales, etc.*

La solidarité et l'entraide internationale s'organisaient dans le cadre du COMECON, chacun mettait à contribution ses atouts propres pour la communauté socialiste. Même la Chine qui a, dès 60, rompu avec l'URSS révisionniste avait bénéficié d'un apport important de l'URSS jusqu'au grand bond en avant pour le développement de son industrie lourde notamment.

Mais une fois l'URSS et le camp socialiste vaincus, ces pays et les partis communistes qui les dirigent ont, tenant compte du nouveau rapport des forces défavorables, orienté leur développement national en associant des variétés de formes de propriétés privées sous le contrôle du parti communiste, de la propriété d'Etat des principaux moyens de production, de la planification et du contrôle ouvrier et populaire. De fait on peut considérer que la défaite du camp socialiste a imposé aux rescapés une longue période de NEP dénommée « *socialisme à la chinoise, à la coréenne, à la vietnamienne, à la cubaine, etc. ».*

Tous ces « *capitalismes d'état ou socialismes nationaux de marché* » qui servent l'objectif d'édification du socialisme comme première phase du communisme posent la question du « *capitalisme d'état ou socialisme de marché* » en tant que phase historique de transition déterminée par le niveau des forces productives dans un pays ou groupe de pays.

Dans un texte peu connu intitulé « *Sur l'infantilisme 'de gauche' et les idées petites bourgeoises* », voici ce que dit Lénine à propos du « *capitalisme d'état* » : « *Nous ne savons*

Xi Jinping rencontre le leader cubain Fidel Castro. La Chine est le deuxième partenaire financier de Cuba sous blocus impérialiste, après le voisin vénézuélien.

*pas calculer où il faut mettre tel ou tel saboteur, nous ne savons pas organiser nos propres forces pour la surveillance, charger un directeur ou un contrôleur bolchevik de surveiller, disons, une centaine de saboteurs qui viennent travailler chez nous. Dans cette situation, lancer des phrases telles que 'la socialisation la plus résolue', 'l'écrasement', 'briser définitivement', c'est se mettre le doigt dans l'œil. Il est typique, pour un révolutionnaire petit-bourgeois, de ne pas remarquer qu'il ne suffit pas au socialisme d'achever, de briser, etc. ; cela suffit au petit propriétaire exaspéré contre le grand, mais le révolutionnaire prolétarien ne saurait tomber dans une pareille erreur. (…) Or, ils (*nos communistes de gauche*) n'ont pas songé que le capitalisme d'état serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. (…) Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que* ***l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste****. Mais que signifie le mot transition. Ne signifie-t-il pas,* ***appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles, à la fois de capitalisme et de socialisme*** *? Tout le monde en conviendra. Mais ceux qui en conviennent ne se demandent pas toujours quels sont précisément les éléments qui relèvent* ***de différents types économiques et sociaux qui coexistent en Russie****. Or, là est toute la question. Enumérons ces éléments : 1) l'économie patriarcale, c'est-à-dire dans une très grande mesure, l'économie naturelle paysanne ; 2) la petite production marchande (cette rubrique la plupart des paysans qui vendent du blé) ; 3) le capitalisme privé ; 4) le capitalisme d'état ; 5) le socialisme. La Russie est si grande et d'une telle diversité que toutes ces formes économiques et sociales s'y enchevêtrent étroitement. Et c'est ce qu'il y a de particulier dans notre situation. (…) Ce n'est pas le capitalisme d'état qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'état et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à toute intervention de la part de l'Etat, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'état ou d'un socialisme d'état* ».

Cet enseignement de Lénine interdit toute conclusion hâtive et non scientifique tendant à disqualifier les expériences actuelles de développement fondées sur le capitalisme d'état ou « *socialisme de marché* » d'ex-pays du camp socialiste qui ont résisté à la déferlante contre-révolutionnaire bourgeoise comme la Chine, le Vietnam, Cuba, la Corée du Nord et les nouvelles expériences en cours du Venezuela, de l'Equateur, du Nicaragua, de Bolivie, etc. Expériences de ce début de XXIéme siècle qui sont nées de la matrice et prolongent de façon vivante donc dialectique la Révolution Bolchevik d'Octobre 1917 et avant la COMMUNE.

Crise du capitalisme mondial, du capitalisme libéral contre capitalisme d'état ou socialisme de marché

C'est une caractéristique frappante de l'actuelle crise de l'impérialisme mondial : les pays impérialistes libéraux – ceux de la triade USA, UE, Japon – sont étouffés par la dette, se désindustrialisent sous les coups des délocalisations des Firmes Transnationales à la recherche des bas salaires, se financiarisent au point que la spéculation boursière et le capital fictif écrasent l'économie réelle, s'enfoncent dans la régression sociale avec le chômage de masse, l'extension du travail illégal dans les secteurs d'activités non délocalisables, la baisse des salaires donc du coût de la force de travail, etc.

Les bourgeoisies des puissances impérialistes ont bâti leur fortune colossale durant des siècles du génocide des indiens d'Amérique, de la traite et de l'esclavage des noirs, du pillage et de la surexploitation coloniale puis du système semi ou néo –colonial mis en place dans la seconde moitié du XXéme siècle. De cette prédation impérialiste sur le monde entier sont nées les Firmes Transnationales des USA, de l'UE et du Japon qui font les choux gras des Bourses financières et des agences de notation, lesquelles fixent aujourd'hui les taux d'intérêts des emprunts des Etats et dictent les politiques d'austérité qui s'abattent sur les pays de l'UE, les USA et le Japon tout comme hier le Fmi et la Banque Mondiale le faisaient pour les pays du Tiers Monde avec les plans d'ajustement structurel libéraux. Ces impérialistes US et de l'UE ont élaboré les règles libérales de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les principes libéraux du « *marché de la libre concurrence du consensus de Washington* » qu'ils ont imposé au monde entier depuis les années 80 au moins.

Le désastre économique et social engendré par le libéralisme et la crise du capitalisme amène aussi son cortège de régression de la démocratie politique dans les pays impérialistes avec la montée en puissance des partis fascistes racistes et les décisions politiques de plus en plus anti-démocratiques comme la substitution des parlements au vote des peuples sur la soumission et l'effacement des Etats nations face au pouvoir supranational de l'UE.

Or force est de constater que s'oppose au diktat mondial du « *moins d'état* » libéral le « *consensus de Pékin* » et les politiques du « *marché contrôlé et régulé par l'Etat* » dirigés par les Partis Communistes dans les pays rescapés du camp socialiste.

Voilà comment Hu Jintao au 18éme congrès résume les étapes du développement économique de la Chine : « *Le groupe dirigeant central de la première génération*

rassemblé autour du camarade Mao Zedong a conduit notre Parti et notre peuple multiethnique à ***la victoire de la révolution de démocratie nouvelle, réussi la transformation socialiste et établi enfin le régime fondamental du socialisme****, ce qui représente la transformation sociale la plus profonde et la plus vaste que la Chine ait jamais connue dans son histoire et a jeté sur les plans tant politique qu'institutionnel des bases solides sur lesquelles reposent le développement et le progrès de la Chine contemporaine. Au cours de la construction du socialisme, bien qu'il ait essuyé de graves revers dans ses tâtonnements, notre Parti a obtenu des acquis théoriques tout à fait originaux et des réalisations importantes, qui devaient servir d'expériences précieuses, d'appui théorique et de base matérielle pour l'inauguration du socialisme à la chinoise dans la nouvelle période historique. Le groupe dirigeant central de la deuxième génération uni autour du camarade Deng Xiaoping a guidé notre Parti et notre peuple multiethnique pour faire un bilan approfondi de l'expérience tant positive que négative obtenue dans la construction du socialisme, et en s'inspirant de celle du développement du socialisme acquise dans d'autres pays,* ***a adopté une décision historique de déplacer l'axe des activités du Parti et de l'État sur l'édification économique, et d'appliquer la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur****. Il a mis en lumière la nature du socialisme, établi la ligne fondamentale pour la phase primaire du socialisme, indiqué clairement qu'il fallait suivre notre propre voie pour édifier un socialisme à la chinoise, et donné des réponses scientifiques aux questions fondamentales concernant la construction du socialisme à la chinoise. Grâce à tout cela, l'ère de la construction d'un socialisme à la chinoise s'est ouverte devant nous. Sous la direction du groupe dirigeant central de la troisième génération rassemblé autour du camarade Jiang Zemin, notre Parti et notre peuple multiethnique ont continué à suivre fermement la théorie et la ligne fondamentales du Parti, et,* ***face à une situation complexe tant intérieure qu'extérieure et aux dures épreuves suite aux graves revers subis par le socialisme dans le monde entier, ont réussi à défendre le socialisme à la chinoise****. Notre Parti a défini, dans les conditions de la nouvelle pratique, son programme fondamental, dégagé l'expérience fondamentale, précisé clairement l'objectif de la réforme qu'est la mise en place du système d'économie de marché socialiste et le cadre général de celui-ci, ainsi que* ***le système économique et le système de distribution fondamentaux durant la phase primaire du socialisme****. Sur cette base, il a inauguré une nouvelle ère de réforme et d'ouverture tous azimuts, fait avancer la nouvelle et vaste entreprise d'édification du Parti et permis à la construction du socialisme à la chinoise de se poursuivre au XXIe siècle. Dans la nouvelle étape du nouveau siècle, en saisissant l'importante période riche d'opportunités stratégiques,* ***le Comité central du Parti s'est lancé, au cours du processus de l'édification in extenso d'une société de moyenne aisance, dans l'innovation sur les plans pratique, théorique et institutionnel.*** *Fidèle aux principes de la primauté de l'homme et du développement complet, coordonné et durable, il a insisté sur la nécessité d'édifier une société socialiste harmonieuse et de faire progresser plus rapidement la civilisation écologique, dessinant ainsi les dispositions générales du développement du socialisme à la chinoise* »(Rapport d'activité au XVIIIème congrès du PCC).

En fait stimuler et orienter jusqu'ici par les plans quinquennaux et le commerce extérieur, le nouveau tournant qui donne le cauchemar aux impérialistes est que **la consommation intérieure doit devenir la locomotive du développement national** : *« Il convient d'agir par tous les moyens pour donner une nouvelle vitalité de développement aux divers acteurs du marché, stimuler une nouvelle force motrice de développement ayant l'innovation comme moteur, établir un nouveau système de développement des industries modernes, favoriser l'émergence de nouveaux atouts de développement de l'économie ouverte sur l'extérieur et* ***faire en sorte que le développement économique soit davantage entraîné par la demande intérieure, en particulier par la consommation, ainsi que par les industries des services modernes et les industries émergentes d'importance stratégique, et qu'il s'appuie davantage sur les progrès technico-scientifiques, sur une meilleure formation des travailleurs, sur l'innovation en matière de gestion, sur les économies de ressources et l'économie circulaire, et sur le développement interactif et coordonné des villes-campagnes et des différentes régions.*** *Tout cela contribuera à accroître continuellement les forces de réserve de développement à long terme »* (rapport de Hu Jintao au 18éme congrès du PCC).

Tous ces processus du développement économique et social de la Chine populaire se sont réalisés en sortant le milliard 300 millions de Chinois de la famine, de la misère entre 1949 et aujourd'hui et en haussant 700 millions de Chinois

Le président chinois Xi Jinping rencontre le dirigeant bolivarien du Venezuela Nicolas Maduro (2015).

Rencontre avec le président du partenaire Nord-Coréen Kim Jong Un (2018).

au niveau de vie atteint par les « classes moyennes » des pays impérialistes, et cela en évitant les prédations inhérentes au capitalisme et à sa pratique d'extorsion de la plus value et des profits par l'appauvrissement des travailleurs à l'intérieur d'un pays et le pillage des peuples à coups de génocides, de colonies et de guerres.

Telles sont les performances admirables du Parti Communiste Chinois que tout communiste digne de ce nom doit objectivement saluer.

Les communistes et les conditions nouvelles des expériences d'édification socialiste en cours

Que n'entend-on pas sur la Chine, sur la Corée du Nord dans les rangs mêmes des éléments, partis et forces communistes à travers le monde ? Non seulement la plupart succombent à la propagande bourgeoise impérialiste répétant à l'envi que la Chine est « *capitaliste* » voire « *impérialiste* », certains restent encore prisonniers de l'époque des débats idéologiques et politiques entre « *Khrouchtchéviens, Maoïstes, Hodjaïstes, Castristes ou Guevaristes* » des années 60 et 80. Sauf qu'entre temps la vie dans sa dialectique historique a tranché en partie bon nombre d'aspects de ce débat historique avec la défaite du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS dans les années 90.

Avec le recul on peut dire que les impérialistes étaient parvenus à instrumentaliser les contradictions au sein du Mouvement Communiste International (MCI) après les deux déclarations de Moscou de 1957 et 1960 pour diviser celui-ci en « *prosoviétiques* » et « *prochinois* », au point qu'objectivement les « *prochinois* » en étaient arrivés à considérer que « *le social-impérialisme soviétique était devenu fasciste et l'ennemi principal* ». A l'inverse tout semble se passer aujourd'hui parmi certains milieux communistes et des gauches des USA, de l'UE, du Japon, mais aussi en Afrique notamment comme si « *l'ennemi principal, le danger principal* » est la « *Chine capitaliste* » voire « *impérialiste* » (sic !).

La question est : Pour qui la Chine est-elle un « *danger, un ennemi* » ? Si ce n'est pour les bourgeoisies impérialistes dont le programme de préservation du capitalisme hégémonique parasitaire, rentier, en putréfaction et moribond est le libéralisme et pour les bourgeoisies néocoloniales des semi-colonies Françafricaines, Eurafricaines et Usafricaines. C'est contre ce capitalisme libéral que la Chine, la Corée du nord, le Vietnam, Cuba, mais aussi les pays de l'Alliance Bolivarienne (Venezuela, Equateur, Bolivie, Nicaragua, etc.) et encore les pays émergents comme l'Inde, le Brésil et la Russie, etc., résistent pour sortir des siècles d'esclavage colonial et semi-colonial et propulser le développement à partir du capitalisme d'état.

Les réussites économiques et sociales des *« pays émergents »* sont une menace non pour les ouvriers, les travailleurs et les peuples des USA, de l'UE ou du Japon, mais pour les bourgeoisies impérialistes de la Triade qui font subir aux travailleurs et peuples la barbarie de l'austérité et de la casse des conquêtes sociales et démocratiques des générations précédentes de travailleurs.

Le développement national indépendant des « *pays émergents* », en particulier des rescapés du camp socialiste démontre aux peuples opprimés par les USA et l'UE que la première phase des luttes des indépendances ont fécondé des pouvoirs populaires dirigés par des partis communistes dont le projet d'édification du socialisme passe par le développement des forces productives, la maîtrise popularisée du savoir scientifique, technique, la décolonisation mentale et culturelle de l'intelligentsia et l'indépendance par l'exercice souverain des politiques économiques pilotées par l'Etat populaire.

Les communistes et les gauches du monde entier devraient être plutôt fiers qu'à la tête de ces résistances nationales antilibérales et anti-impérialistes se placent les pays rescapés du camp socialiste vaincu à la fin des années 90. C'est dans ce cadre que tout en nous acquittant de nos obligations internationalistes vis-à-vis des expériences d'édification socialiste en cours en Chine, en Corée du nord, au Vietnam et à Cuba, nous devons étudier celles-ci afin de nous en inspirer dans nos propres luttes pour la conquête du pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliées des forces populaires.

Reste et restera posée dans ces expériences progressistes et révolutionnaires en cours la grande question inévitable de **qui finalement l'emportera entre le prolétariat et la bourgeoisie**, entre le socialisme et le capitalisme tant que subsistera la **cohabitation** des formes de propriétés socialistes, capitalistes, privées individuelles, etc., sous la direction d'un Etat dirigé par le Parti Communiste affichant ouvertement son objectif de construire le socialisme, phase inférieure du communisme.

Faisons remarquer que cette question est aussi posée par l'encerclement capitaliste et impérialiste agressif et guerrier des « *pays émergents* », notamment les pays socialistes et surtout le plus puissant d'entre eux : la Chine, ce qui nous interpelle sur nos devoirs internationalistes de solidarité avec le pouvoir populaire en Chine.

C'est ce que proclame en tout cas dans son discours du 1er octobre 2009 le Président Hu Jintao, premier secrétaire du PCC : *« Le développement et le progrès de la nouvelle Chine depuis soixante ans ont prouvé pleinement que seul le socialisme peut sauver le pays et que seules la réforme et l'ouverture peuvent assurer le développement de la Chine, du socialisme et du marxisme ».*

Aussi devons-nous cesser de répéter comme des perroquets ce que disent les impérialistes et les libéraux sur les expériences en cours des « *pays émergents », mais nous mettre à l'étude objective de celles-ci dans le combat pour la libération sociale des travailleurs et la libération nationale des peuples.*